

LE GRAND SOIR

jeudi 14 novembre 2013

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



Jimmy Carter a observé 98 scrutins dans le monde et affirme que le Venezuela offre le meilleur système électoral

## **Confiance des citoyens latino-américains dans la démocratie : record au Venezuela, agonie au Mexique**

John M. ACKERMAN, Thierry DERONNE

**L'ONG Latinobarómetro vient de publier son rapport 2013 (1). Basée a Santiago du Chili, cette ONG est soutenue entre autres par le BID (*Banque Inter-Américaine de Développement*), le PNUD (*Programme des Nations Unies pour le Développement*), l'OEA (*Organisation des États Américains*), l'états-unien *Office of Research* et les agences de coopération des gouvernements suédois, norvégiens et canadiens. Depuis 1995, Latinobarometro produit un rapport par an sur base de 20.000 interviews dans 18 pays d'Amérique Latine – ce qui représente plus de 600 millions de citoyen(ne)s – avec une marge d'erreur de 3%.**

Le Venezuela décroche le record absolu de confiance de la population dans la démocratie (87 %) suivi par l'Équateur (62%). Ce résultat confirme les chiffres récents d'autres organismes indépendants, que les médias internationaux ont pris le soin d'occulter (2). L'ONG remarque d'ailleurs que *"le Venezuela est le pays où on observe la plus grande différence entre ce que pensent ses citoyens de leur démocratie et l'image qui circule dans la communauté internationale"*.

Ainsi, en septembre 2013 le rapport [World Happiness Report for 2013](#) rédigé par des experts des Nations Unies, a conclu que le Vénézuéla est *le pays le plus heureux d'Amérique du Sud*. De même, sur les 150 pays étudiés dans le [World Happiness Report 2012](#) ("Rapport sur le Bonheur dans le Monde 2012"), l'Université de Columbia (États-Unis) constatait que le pays le mieux positionné en Amérique Latine est le Costa Rica (12ème rang mondial) suivi par le Venezuela (19ème rang mondial). De son côté, la société d'études d'opinion [Gallup](#), a publié en mars 2012 un rapport (paru dans le [Washington Post](#)) portant sur 124 pays et qui établit que le Venezuela est le cinquième pays le plus heureux au monde. Tous ces rapports s'accordent en général sur l'explication : **c'est parce qu'il apporte des réponses a leurs besoins et a leurs critiques que les citoyen(ne)s vénézuélien(ne)s ont retrouvé la confiance dans le système démocratique.**

S'il est un signe que le Venezuela actuel a beaucoup évolué par rapport à celui d'avant la révolution, on peut le lire dans la participation électorale des citoyen(ne)s et dans leur capacité à critiquer librement les politiques publiques. Au sein du camp bolivarien, le très visité "[Aporrea.org](#)" diffuse quotidiennement, depuis une dizaine d'années, des témoignages en faveur du processus révolutionnaire mais aussi des critiques incisives, parfois virulentes, de l'action des fonctionnaires publics, qu'ils soient maires, ministres ou président de la république.

Si le paysage politique vénézuélien foisonne avec ses quarante partis de l'extrême gauche à l'extrême droite et ses nombreux scrutins, tous validés par les observateurs internationaux (Jimmy Carter considère après avoir observé 98 scrutins dans le monde, [que c'est le Venezuela qui offre le meilleur système électoral à ses citoyens](#)), on ne peut pas en dire autant du paysage médiatique – presse écrite, radio et télévision – resté en majorité (comme l'économie) aux mains de grands groupes privés et donc [moins pluraliste](#) (3). En voici une liste commerciale : <http://www.guia.com.ve/medios/>. Dominants aux plans satellitaire, national, régional et local ces médias font de 80 à 90 % d'audience (dans le cas des télévisions, grâce notamment à la diffusion de telenovelas) contre à peine 10 à 15 % pour les chaînes publiques et communautaires. Ils constituent également une force considérable d'opposition aux transformations en cours.

Paradoxalement, depuis la révolution, le nombre de concessions accordées par l'État a ce secteur

privé a augmenté, et plus encore depuis la mise en oeuvre récente de la télévision numérique par le gouvernement bolivarien. Il faut ajouter le boom des télécoms (le Venezuela est un des premiers pays d'Amérique Latine en nombre d'utilisateurs de la téléphonie mobile ou de Twitter). Il est intéressant de consulter une enquête de **OpenNet** - initiative de la Faculté de Droit de Harvard et du Citizen Lab de l'Université de Toronto - qui révèle une carte des pays qui censurent Internet, quels contenus ils filtrent et comment ils le font. En Amérique Latine, des pays comme le Mexique, le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie, le Chili et le Paraguay n'exercent aucun type de censure.

Parmi les 18 pays étudiés dans le rapport 2013 de Latinobarómetro, on trouve une autre puissance pétrolière : **le Mexique**. Par contraste avec le Venezuela, seuls 21 % de la population s'y disent satisfaits du fonctionnement de la démocratie. 37 % des personnes interrogées – l'équivalent de 43 millions de mexicains – disent que la grande majorité ne voit plus la différence entre un régime démocratique et un régime non démocratique.

Ce rapport a fourni l'occasion à John M. Ackerman de publier une analyse comparée sur le thème de la démocratie entre le Mexique et le Venezuela. Ackerman est chercheur et professeur de Droit de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM), président de l'Association Internationale de Droit administratif, et docteur en Sociologie Politique de l'Université de Californie. (**Blog** : <http://johnackerman.blogspot.com/>)

T.D., Caracas le 14 novembre 2013

## "Le président Peña Nieto, entre Pyrrhus y Chávez"

([La Jornada, 11 novembre 2013](#))

En 279 avant Jésus-Crist le roi Pyrrhus défit l'armée romaine lors de la bataille d'Ausculum mais au prix de pertes si grandes parmi ses propres troupes qu'il s'exclama : « *une victoire de plus comme celle-là et je serai complètement défait* ». Telle est l'origine de l'expression "*victoire pyrrhique*" qui évoque celle qu'on ne fête pas parce qu'elle annonce une défaite écrasante.

De même, l'éventuelle victoire de Enrique Peña Nieto en matière énergétique au Congrès mexicain pourrait signifier la fin du semblant de démocratie qui a justifié jusqu'ici le maintien au pouvoir d'une classe politique anachronique.

L'élection de Hugo Chávez à la présidence du Venezuela en 1998 fut en grande partie liée à l'ouverture pétrolière mise en oeuvre par ses prédécesseurs Carlos Andrés Pérez (1989-1993) et Rafael Caldera (1994-1999).

L'application aveugle de l'idéologie néo-libérale au secteur des hydrocarbures généra un transfert massif de la rente pétrolière à des entreprises transnationales. Cet événement aggrava simultanément la crise fiscale de l'État et mina la légitimité du semblant de démocratie qui avait gouverné pendant plus de 40 ans à la suite du *Pacte de Punto Fijo* de 1958. L'indignation sociale croissante et la généralisation de la recherche d'alternatives politiques, créèrent les conditions de la victoire électorale de la révolution bolivarienne de Chávez.

Comme Peña Nieto, ses homologues vénézuéliens Pérez (social-démocrate) et Caldera (démocrate-chrétien) symbolisaient le pire de la vieille classe politique. Tous deux avaient déjà été présidents auparavant : Caldera de 1969 à 1974, et Pérez de 1974 à 1979. À leur retour sur le trône de Miraflores leur orgueil n'avait plus de limites.

Comptant aveuglément sur l'appui de l'oligarchie nationale et de leurs alliés de Washington, ils méprisèrent les protestations sociales et imposèrent avec entêtement leur volonté à la population. Ce fut le pas décisif vers leur défaite.

Au Mexique en 1995, au milieu du désastre économique engendré tant par les politiques économiques néo-libérales de Carlos Salinas que par la corruption sans scrupules d'Ernesto Zedillo, le député fédéral du PRI (*Parti Révolutionnaire Institutionnel*, NdT) Humberto Roque serra les poings et baissa avec force les deux bras pour exprimer sa joie obscène face au "succès" de l'approbation de l'augmentation de la TVA de 10 à 15 %.

Le geste de Roque fut le prélude à l'historique et temporaire déroute électorale du vieux parti d'État, d'abord aux élections législatives, ensuite pour le poste de chef de gouvernement de la Capitale en 1997 et, finalement aux présidentielles de 2000. La victoire se mua de nouveau en défaite.

Mais les temps de l'innocence démocratique sont loin, où la population canalisait ses espoirs à travers les urnes et cherchait à punir les malfaisants par son vote. Notre inexistante transition

démocratique depuis 2000 nous a enseigné qu'une alternance de partis est insuffisante. C'est toute une classe politique qu'il nous faut chasser du pouvoir. Le Mexique est le pays qui souffre du plus haut niveau de déception vis-à-vis du système démocratique dans toute l'Amérique Latine.

Selon le dernier rapport 2013 de Latinobarómetro ([disponible ici](#)), seuls 21 % des mexicains se disent satisfaits du fonctionnement de la démocratie. 37 % des personnes interrogées – l'équivalent de 43 millions de mexicains – disent que la grande majorité ne voit plus la différence entre un régime démocratique et un régime non démocratique. C'est, semble-t-il, le chiffre le plus élevé enregistré à cette deuxième question posée dans les 18 pays étudiés par l'ONG depuis 1995.

Le Mexique enregistre aussi le taux de rejet le plus élevé vis-à-vis des partis politiques existants. Un clair indicateur est que 45% de la population est convaincue que la démocratie peut fonctionner sans partis politiques. Seuls la Colombie, le Paraguay et le Panama s'approchent de ces chiffres, avec respectivement 43 %, 39 % et 38 %.

Certains analystes s'attristent face à ces réponses parce qu'elles signifieraient une faiblesse de la culture politique dans notre pays. Ils interprètent l'énorme déception citoyenne comme un symptôme d'indifférence envers les processus démocratiques, et le rejet des partis politiques comme le résultat d'une carence de valeurs nécessaires pour appuyer les institutions politiques.

En réalité, nous vivons la situation inverse : ces chiffres sont profondément porteurs d'espoir. Ils sont le reflet d'une conscience critique sophistiquée et des hautes attentes du peuple mexicain à l'égard de la vocation réelle du système politique. La majorité des mexicains se rend compte, en effet, que notre démocratie n'a engendré aucun changement pour la grande majorité et ils souhaitent du plus profond de leur être un nouveau système politique qui les prenne en compte et apporte des solutions à leurs besoins fondamentaux. Après tant de simulacres et tant d'impunité, il serait préoccupant que la citoyenneté accepte encore les choses comme elles sont et fasse confiance aveuglément à la classe politique, au lieu d'exprimer son insatisfaction et son exigence d'un pays meilleur.

Les conditions sont réunies pour que surgissent de nouveaux leaderships politiques qui pourront canaliser pacifiquement l'indignation et les attentes populaires. Comme pour Pirrus à Ausculum, la prochaine victoire de Peña et la pré-privatisation pétrolière pourraient bien constituer le pas décisif vers la défaite historique de l'autoritarisme renouvelé au Mexique.

**J.M. Ackerman**

*Traduction : Thierry Deronne*

---

#### Notes :

(1) Rapport intégral de Latinobarometro 2013 : <http://www.latinobarometro.org/latNews.jsp>

(2) "Le Venezuela hors de LCP ("La Caverne de Platon")", <http://venezuelainfos.wordpress.com/2012/06/02/le-venezuela-hors-de-la-caverne-de-platon-2eme-pays-le-plus-heureux-damerique-latine-selon-luniversite-de-columbia-et-5eme-pays-le-plus-heureux-du-monde-selon-gallup/>

(3) "Médias au Venezuela, qui étouffe qui ?", <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-12-14-Medias-et-Venezuela>

(4) Exemple parfait de l'abîme entre le réel vénézuélien et la Caverne de Platon médiatique, l'ONG française *Reporters Sans Frontières*. Un de ses fondateurs (Robert Ménard, aujourd'hui militant d'un parti d'extrême-droite) avait dans sa revue *Médias* défini la ligne politique de son organisation en traitant le président Chávez de "dictateur d'opérette". Une position alors critiquée par l'ex-président et cofondateur de RSF, l'éditeur et journaliste Jean-Claude Guillebaud (Prix Albert Londres 1972) : "Je trouve que sur certains sujets, RSF a été assez imprudent, même si le régime de Chavez n'est pas parfait, je les ai trouvés beaucoup trop proches de la presse anti-Chavez au Venezuela. Il aurait sans doute fallu être plus prudent. Je trouve qu'on les entend très peu sur les Etats-Unis."

En 2013, Reporters Sans Frontières continue à puiser ses "informations" dans les médias de droite vénézuéliens, ce qui revient à créditer les affirmations du Mercurio chilien accusant en 1973 le président Allende "d'atteintes à la liberté d'expression" comme le faisaient tous les médias qui préparaient le coup d'État, ou à valider le puissant groupe médiatique Clarin qui traite aujourd'hui de "totalitaire" ou de "chaviste" la présidente argentine Cristina Fernandez parce qu'une loi récente démocratise la propriété des médias. On peut lire à ce sujet la récente analyse de Luis Alberto

REYGADA **Lettre ouverte au responsable du Bureau Amérique de Reporters Sans Frontières**. Sans oublier l'indispensable enquête de Maxime VIVAS : **La face cachée de Reporters sans frontières**

<http://venezuelainfos.wordpress.com/2013/11/13/confiance-des-citoyens-...>

<http://venezuelainfos.wordpress.com/2013/11/13/confiance-des-citoyens-latino-americains-dans-la-democratie-record-au-venezuela-agonie-au-mexique-latinobarometro-john-l-ackerman/>

<http://www.legrandsoir.info/confiance-des-citoyens-latino-americains-dans-la-democratie-record-au-venezuela-agonie-au-mexique.html>